

MALI

BULLETIN D'INFORMATION

JUILLET - DECEMBRE 2024



© Diano Cissé / CICR

En 2024, la situation humanitaire est restée préoccupante dans les zones affectées par le conflit et les violences armées. Les déplacements, souvent répétitifs et prolongés, la perte des moyens de subsistance, les vols de bétail ainsi que les difficultés d'accès aux denrées alimentaires demeurent des réalités quotidiennes. À cela s'ajoutent le banditisme et la criminalité qui entravent la libre circulation des personnes et des biens. La sécheresse s'est installée dans certaines régions tandis que d'autres ont été frappées par des inondations. Ces facteurs combinés ont accentué la vulnérabilité des populations, générant des besoins multiples et complexes, alors même que les financements et la présence des acteurs humanitaires diminuent et que les contraintes d'accès se durcissent.

2024 a aussi marqué les 75 ans d'existence des conventions de Genève, pierre angulaire du DIH, qui rappelle la nécessité de préserver l'humanité et de réduire autant que possible les souffrances évitables.

Fidèle à son mandat, le CICR a maintenu sa proximité avec les populations les plus durement touchées par le conflit. En partenariat avec la Croix-Rouge Malienne (CRM) et en collaboration avec les autorités nationales, régionales et locales, le CICR a continué à fournir une assistance humanitaire d'urgence – comme à Sangha après les inondations – tout en renforçant la résilience des communautés à l'exemple de la coopérative « Tadhile » de Tombouctou.

Mossa est un éleveur. Pour fuir le conflit et les violences armées et les vols de bétail, il a dû se déplacer à de nombreuses reprises avec son troupeau avant de s'installer à Tidermène. Sur le trajet, plusieurs de ses vaches ont péri par manque d'eau et de pâturage. Il pensait avoir trouvé un havre de paix, mais la sécheresse l'y attendait. À des milliers de kilomètres de là, Ramata et son mari ont vu leur maison et leurs champs dévastés par des inondations à Sangha. Déjà fragilisés par l'insécurité qui entravait leur activité agricole, les aléas climatiques ont rendu leur situation encore plus difficile. Comme Ramata et Mossa, des milliers de personnes au Mali sont aujourd'hui confrontées aux conséquences cumulées du conflit armé, des violences et du changement climatique.

Le CICR a également poursuivi son dialogue bilatéral, confidentiel et constructif avec toutes les parties au conflit afin de promouvoir le respect du droit international humanitaire (DIH) et des principes humanitaires pour atténuer les souffrances humaines. Des sessions de sensibilisation sur le DIH et le rôle du CICR ont été organisées auprès de divers publics, comme les autorités administratives de Tombouctou, Gao et de Taoudénit.

En 2025, aux côtés de la CRM et des autorités, le CICR poursuivra ses efforts pour aider les personnes affectées par le conflit et d'autres situations de violence à retrouver leur dignité et à rebâtir leur avenir.



KIDAL : L'EAU POTABLE, UN DÉFI DE MOINS

Kidal, cette région du sahara malien, est durement éprouvée par le conflit et les violences armées ainsi que le changement climatique. Parmi les multiples besoins humanitaires, on note l'accès des populations à de l'eau potable. « Avoir de l'eau potable est très difficile, surtout en saison sèche où on doit parcourir des kilomètres pour en puiser. Ceux qui ont les moyens achètent le baril de 200 litres à 1000 FCFA », se plaint Ibrahim ag Ousmane, un résident de la ville.

À Kidal, les ressources en eau souterraine sont rares et le système d'adduction d'eau potable AEP est vieillissant alors que le besoin est criant. En effet, la densité de la population qui a augmenté en raison des déplacements accentue la consommation d'eau, dont la plus grande partie est fournie par la société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP).

« Il y a plus de 46 000 habitants à Kidal, dont environ 3000 déplacés. La production moyenne actuelle est estimée à 255 m³ par jour alors que le besoin est estimé à 1 840 m³ par jour pour un ratio de 40 litres par personne et par jour. Ces chiffres traduisent un déficit de production de près de 1 585 m³ par jour, explique Fatogoma Traoré, ingénieur du Comité international de la Croix-Rouge.

Avec une précipitation moyenne de 100 à 120 mm par an, le climat sahélien de la région est rude. Aucun cours d'eau pérenne ne s'y trouve, que ce soit à l'intérieur ou encore aux abords. Certaines eaux souterraines exploitées sont saumâtres et provoquent des maladies hydriques, notamment chez les enfants.

Pour maintenir et renforcer la production d'eau potable, le CICR a renforcé sa collaboration avec la SOMAGEP. « Ce partenariat vise à renforcer les infrastructures hydrauliques et à améliorer l'accès des populations hôtes et déplacées à l'eau potable », informe Fatogoma.

Ainsi, le CICR a soutenu la SOMAGEP en réalisant

deux forages équipés de systèmes de pompage hybrides produisant 320 m³ d'eau par jour, ainsi qu'en fournissant trois pompes immergées pour mettre en service trois autres forages, portant la production journalière à 400 m³. Ces efforts améliorent la qualité et la quantité d'eau potable dans la ville, permettant ainsi à environ 18 000 personnes d'avoir accès quotidiennement à 40 litres d'eau par personne.

« On a enfin de l'eau potable à proximité. Mes enfants la consomment sans problème et ne se plaignent plus de maux de ventre ni de diarrhée. C'est un véritable soulagement », se réjouit Ibrahim.

En partenariat avec les Directions Régionales de l'Hydraulique, la SOMAPEP, et la SOMAGEP, le CICR soutient, réhabilite et/ou construit des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les localités les plus affectées par le conflit. Cela inclut des puits, forages (équipés de pompes manuelles ou de groupes électropompes), mais aussi des infrastructures plus complexes composées de réseaux, de réservoirs, de bornes fontaines, d'abreuvoirs et de champs photovoltaïques. En 2024, près de 65 ouvrages ont ainsi été réalisés à travers le pays au bénéfice de 225 000 personnes.



GAO : DE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR SAUVER DES VIES

L'hôpital régional de Gao est réputé pour la qualité de son plateau technique et sa gestion efficace des urgences. Sa position géographique et la qualité des soins dispensés attirent les populations de plusieurs régions du Nord. Toutefois, ces derniers temps, la crise énergétique qui secoue le pays a porté un coup dur à son fonctionnement et sa capacité d'action.

« Les blessés par arme à feu et d'autres cas d'urgence sont régulièrement admis ici. Les services fonctionnent au-delà de leurs capacités normales, mais sans électricité, c'est très compliqué », raconte Mohamed Oud Abdourhamane, responsable du bloc opératoire et du service de chirurgie.

L'hôpital régional de Gao est confronté à une crise d'électricité qui perdure depuis plusieurs années. Cette problématique s'est accentuée en 2024 : « Les délestages ont mis à mal le bon fonctionnement des équipements électriques, et plusieurs services rencontrent des difficultés à fonctionner correctement, notamment les urgences et la chirurgie. Nous peinons à prendre en charge les patients de façon adéquate », déplore Mohamed.

Bien que l'hôpital dispose de générateurs (dont l'approvisionnement en carburant est soutenu annuellement par le Comité international de la Croix-Rouge – CICR), ils ne peuvent pas fonctionner à plein régime. « Conçus pour un usage d'appoint, ces générateurs ont besoin de temps de repos pour éviter les surchauffes et les pannes. De plus, les coûts du carburant pour un fonctionnement au quotidien sont très élevés, ce qui n'est pas une solution durable », explique Siaka Diakité, ingénieur au CICR.

Pour renforcer la capacité de l'hôpital à assurer des soins de santé de qualité en continu, le CICR a

équipé le service de réanimation et le bloc opératoire de panneaux solaires. « Ces installations visent à assurer une alimentation énergétique constante, permettant aux équipes médicales de travailler sans interruption, même en cas de délestage », poursuit Siaka.

« Il n'était pas rare que des interventions urgentes soient reportées ou retardées en raison des coupures d'électricité. Aujourd'hui, dès qu'un cas nécessitant une opération ou une réanimation se présente, la prise en charge est immédiate, car l'approvisionnement en électricité est désormais assuré », confie Mohamed, avec soulagement.

En partenariat avec le ministère de la Santé et du Développement Social, le CICR soutient les hôpitaux régionaux de Gao (depuis 2012) et de Mopti (depuis 2019), ainsi que les centres de santé de référence de Kidal (depuis 2014) et Ménaka (depuis 2019), à travers ses équipes médicales et/ou chirurgicales présentes sur place de façon permanente, la fourniture d'équipements, de médicaments, de primes et de consommables, ainsi que la réhabilitation d'infrastructures. En 2024, ce soutien a permis la prise en charge de 31 214 patients, dont 12 397 blessés, urgences et autres cas vulnérables entièrement pris en charge par le CICR.



TIDERMENE : LA SÉCHERESSE S'EST INSTALLÉE, LA MARE A TARI

Une terre desséchée, des jardins impraticables, des sources d'eau tarissantes, des animaux décimés ou chétifs, des populations anxieuses pour leur survie : nous sommes à Tidermene, une localité située à une centaine de kilomètres de la ville de Ménaka, près de la frontière avec le Niger.

« Le conflit, les violences armées et les vols de bétail m'ont obligé à quitter Tintbaraden pour Tassassat. C'était difficile de nourrir et d'abreuver mon bétail alors je suis venu à Tidermene. J'espérais trouver un climat moins austère. Malheureusement, la sécheresse s'y est installée : la mare a tari », s'attriste Mossa Ag Aliedou.

Zeyni Ag Drissa, un notable de la commune explique : « Les années antérieures, les pluies étaient abondantes. La mare était remplie et on avait facilement de l'eau dans les puisards. Actuellement, les ressources naturelles ne suffisent plus, et les déplacements massifs sont récurrents ».

En effet, à Tidermene, l'hivernage durait trois mois et la répartition pluviométrique était bonne. La mare connue pour approvisionner la ville et les villages environnants était remplie toute l'année. Maintenant, sa capacité de rétention ne dépasse pas trois mois après la fin de la saison pluvieuse. C'est avec un engourdissement que nous l'avons visitée.

En s'y rendant, des carcasses d'animaux morts de faim et de maladies jonchent la terre. Au loin, on aperçoit une étendue aride garnie de troupeaux. C'est plus d'une centaine d'animaux regroupés autour des puits.

« Ces puits sont faits à la main après l'obtention d'une autorisation auprès des leaders

communautaires. En début d'année, on n'a pas besoin de trop creuser, mais à partir d'avril, c'est une tout autre histoire. Il faut compter dix jours pour creuser et dix autres pour les aménager, donc vingt jours au total. C'est le seul moyen que nous avons », explique Mossa.

Environ 30 000 grands et petits ruminants viennent s'y abreuver sur un cycle de trois jours. « Les éleveurs se relayent pour ne pas créer de tension quant à la répartition de l'eau. Je ne peux amener mon troupeau que tous les trois jours ; entre-temps, d'autres y amènent les leurs », confie Alhassane, un éleveur venu d'un autre village.

Entre chaque cycle, les animaux sont abreuvés via l'eau de forage mais en quantité insuffisante. « Si je leur donne de l'eau à suffisance, les autres habitants et leurs bétails n'en auront plus assez » continue Alhassane.

Que ce soit à Tidermene ou ailleurs au Mali, les conséquences du conflit combinées aux aléas climatiques pèsent énormément sur les populations qui voient leur situation se détériorer drastiquement.

Acteur neutre, impartial et indépendant, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) plaide pour pouvoir maintenir une proximité physique étroite avec les populations affectées et un engagement soutenu avec les parties au conflit en vue de faciliter l'assistance à ces populations.



© CRM / CICR

MOPTI : « EN UN CLIN D'ŒIL, L'EAU A TOUT RAVAGÉ »

À 75 kilomètres de Mopti, la région de Bandiagara a connu cette année une série d'inondations sans précédent. Les besoins humanitaires déjà exacerbés par le conflit et les violences armées ont pris plus d'ampleur. Fidèles à leur mandat, la Croix-Rouge Malienne (CRM) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont porté assistance aux personnes affectées.

Nous sommes dans la cour de l'école communautaire de Sangha où de nombreux ménages ont trouvé refuge. L'atmosphère joyeuse contraste avec l'état de délabrement de la ville et des habitations. En effet, l'assistance tant attendue par la population commence enfin.

Après que l'équipe CRM/ CICR appuyée par les volontaires de la Croix-Rouge a fini de baliser le site de distribution et de constituer les rations alimentaires et les biens essentiels de ménages, elle procède à l'appel. Ramata Dolo est la première bénéficiaire sur la liste. Sourire aux lèvres, elle s'empresse de récupérer ses articles avec l'aide des volontaires. Il y a quelques semaines, le désespoir avait envahi son esprit : « Mon mari cultivait des hectares de mil et moi je faisais mon maraîchage juste à côté. Avec l'insécurité, on ne parvient plus à y aller. Cette année, nous n'avons pu cultiver qu'un lopin de terre. En une journée, nous avons perdu notre champ, notre maison et toutes nos affaires. En un clin d'œil, l'eau a tout ravagé ».

Pendant la saison hivernale, le Mali a été frappé par de fortes précipitations, entraînant des inondations dévastatrices. Comme plusieurs régions du pays, Bandiagara et les communes voisines ont été durement touchées. « On a enregistré plus d'une centaine de maisons effondrées, des blessés, des morts, des greniers détruits et plus de 70 hectares de champs complètement submergés », explique Adama Djiguiba, président de la CRM à Bandiagara.

Face à cette épreuve, la CRM soutenue par le CICR mène des activités de soutien aux victimes des communes de Sangha, de Wadouba et de Dourou.

Ainsi, plus de 1 000 personnes ont reçu des denrées alimentaires ainsi que des articles ménagers dans les trois communes. « Ma famille a de la nourriture, un abri, des ustensiles de cuisine et autres. Je suis très contente », se réjouit Ramata.



En cas d'urgence dans les zones les plus affectées par le conflit, le CICR, ensemble avec la Croix-Rouge Malienne et en coordination avec les autorités locales, distribue des vivres et des biens essentiels ménagers (en espèces ou en nature) aux populations affectées et les plus vulnérables.

En 2024, le CICR a fourni une assistance alimentaire à 15 100 ménages (+90 600 personnes), parmi lesquels 12 579 ménages ont également reçu des articles ménagers essentiels.



LES ENGINS EXPLOSIFS IMPROVISÉS : L'UN DES PLUS GRANDS DANGERS POUR LES CIVILS

Qu'ils soient dissimulés sous terre ou tapis à la surface, les engins explosifs improvisés causent des ravages considérables. Invisibles et souvent insoupçonnés, ils détruisent les vies, blessent grièvement et compromettent les moyens de subsistance des populations. Mory Kaba, chargé de Protection au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) nous éclaire sur ce sujet préoccupant.

Q1 : Qu'entend-on par « engins explosifs improvisés » ?

Mory : Selon les normes internationales de l'action contre les mines, un engin explosif improvisé est un dispositif fabriqué ou déployé de manière artisanale, contenant des matières explosives ou des produits chimiques destructeurs, létaux, toxiques, incendiaires ou pyrotechniques. Il est conçu pour détruire, mutiler, distraire ou harceler. Contrairement aux armes conventionnelles, il agit sans discrimination, frappant indifféremment combattants et civils.

Q2 : Que dit le droit international humanitaire (DIH) concernant des engins explosifs ?

Mory : Bien que l'usage des engins explosifs ne soit pas interdit en soi par le DIH, leur utilisation est strictement encadrée par les principes fondamentaux de la conduite des hostilités :

- Distinction : Les parties au conflit doivent distinguer en tout temps les civils des combattants et les biens civils des objectifs militaires.
- Précaution : Il est impératif de prendre des mesures pour protéger la population civile des effets des engins explosifs, pendant et après les hostilités.
- Proportionnalité : Toute attaque doit évaluer les risques, notamment si un engin n'explose pas à l'impact, ce qui peut entraîner une contamination dangereuse à long terme.

Les zones touchées doivent être localisées, marquées et décontaminées. De plus, les civils doivent être informés des risques liés à ces dispositifs pour éviter de nouvelles victimes. L'emplacement ou l'usage des EEI ne doit en aucun cas entraîner des dommages civils excessifs ni entraver l'accès aux services essentiels.

Q3 : Quels sont les impacts des engins explosifs sur les populations ?

Mory : Les engins explosifs improvisés agissent sans discrimination. Ils tuent, blessent et mutilent, provoquant des séquelles physiques et psychologiques souvent irréversibles. En plus de la perte de vies humaines, ils perturbent gravement le quotidien des communautés en :

- Empêchant l'accès aux services sociaux essentiels : écoles, centres de santé, points d'eau ;
- Compromettant les moyens de subsistance : agriculture, élevage, marchés ;
- Entravant la fourniture d'aide humanitaire, vitale pour les populations affectées ;
- Ralentissant les processus de réconciliation dans des contextes fragilisés par le conflit.

Q4 : Quelles sont les actions du CICR en faveur des victimes des engins explosifs ?

Mory : le CICR mène plusieurs activités en faveur des victimes des engins explosifs :

- la prise en charge médicale d'urgence,
- la prise en charge psychologique dans les structures de santé soutenues par le CICR,
- la réadaptation physique (en collaboration avec le Centre National d'Appareillage Orthopédique et les Centres Régionaux d'Appareillages Orthopédiques).
- Assistance économique pour permettre aux victimes les plus vulnérables de retrouver leur autonomie.

Parallèlement, dans le cadre de la prévention, le CICR mène aussi des campagnes de sensibilisation auprès des communautés les plus exposées. Ces activités visent à réduire les risques et à renforcer la résilience des populations face à cette menace.



TADHELT : DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Il est 10 h à Tombouctou, Tanna se prépare pour le jardin. Sa fille au dos, elle donne les dernières consignes avant de quitter sa maison. Mère de famille et entrepreneure, elle est la présidente de « Tadhelt », une coopérative de femmes maraîchères. Avec le soutien du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ces femmes ont fait de leur passion une entreprise prometteuse qui lutte pour la sécurité alimentaire à Tombouctou.

À Tombouctou, les violences armées perturbent gravement la production et l'acheminement des denrées alimentaires. L'agriculture, l'une des principales activités de la région, repose sur les cultures céréalières de saison (en quantité insuffisante) et sur les cultures maraîchères de contre-saison. Cette dernière, très prisée dans la région, est particulièrement difficile à pratiquer. Abdoulaye Arsike, agronome au CICR explique : « Les maraîchers font face à des difficultés d'accès aux semences et équipements de qualité, ainsi qu'à la divagation des animaux qui détruisent leurs jardins. De plus, ils ont besoin d'une formation sur les techniques de production et de conservation des produits. »

« Nous achetions nos semences sur le marché, mais la qualité laissait à désirer. Nous cultivons du maïs et des légumes, comme la betterave, qui nourrissent nos familles et que nous vendons. Malheureusement, sans un écoulement rapide, nos produits pourrissent », déclare Tanna.

Face à ces défis, le CICR a fourni un appui en semences de qualité (pomme de terre, pastèque...), en outils et en équipements (brouettes, arrosoirs...). Elles ont

aussi été formées sur les techniques de production et de conservation. « Grâce à ce soutien, nous avons amélioré nos rendements, la qualité de nos produits et notre méthode de travail. Nous ne nous limitons plus au maraîchage de contre-saison. Aujourd'hui, nous avons trois unités : production, transformation et vente. Tadhelt est devenu une marque reconnue », affirme Tanna.

Tadhelt commercialise des produits frais, séchés, mais aussi transformés, comme des poudres de bouillie à base de maïs et de petit mil ou encore des chips de pomme de terre.

En collaboration avec le Ministère et les Directions Régionales de l'Agriculture, le CICR appuie également la production céréalière des ménages vulnérables dans les zones les plus affectées par le conflit à travers la distribution de semences, outils, équipements et/ou engrais (7 863 ménages ainsi assistés en 2024). En collaboration avec le Service Semencier National (SSN) et ICRISAT, le CICR soutient également des projets de multiplication de semences (274 producteurs en 2024) et l'appui au maraîchage via des semences et de l'outillage (3 734 ménages en 2024).

 www.icrc.org
 www.facebook.com/CICRMali
 www.twitter.com/CICR_Mali

Délégation au Mali
Quartier Hamdallaye
ACI 2000 - Rue 239
BP 58 Bamako - République du Mali
T +223 20 29 72 14
F + 223 20 29 72 16
Email : bam_bamako@icrc.org

Sous-délégation de Gao
Quartier Chateau Secteur 4, Rue 454
BP 126 Gao - République du Mali
T +223 21 82 13 52/06
F + 223 21 82 00 14
Email : gao_gao@icrc.org

Sous-délégation de Tombouctou
Quartier Hamabangou, Tombouctou
T +223 75 99 73 77
Email : tom_tombouctou@icrc.org

Sous-délégation de Mopti
Million Kin, Rue 220
T +223 21 42 16 70 / 21 42 16 71
F +223 21 42 16 77
E-mail : mop_mopti@icrc.org

Sous-délégation de Kidal
Quartier Etambar, Kidal
T +223 75 99 73 76
Email : kdl_kidal@icrc.org

Bureau de Menaka
2^{ème} Quartier, en face de Radio ADR,
Mobile +223 75 99 58 37



CICR

LES ACTIVITÉS DU CICR AU MALI

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES DE L'ANNÉE 2024

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



15 100 MÉNAGES

soit 90 600 personnes, ont bénéficié d'une assistance alimentaire, 75 474 personnes en articles ménagers essentiels en plus.



\$ 1 471 MÉNAGES VULNÉRABLES

appuyés en espèce pour avoir travaillé dans le cadre des projets communautaires.



2 816 314 ANIMAUX VACCINÉS

durant la saison 2023-2024 au profit de 67 601 ménages, soit 405 606 personnes.



7 863 MÉNAGES VULNÉRABLES

appuyés en semences, outils, équipements et engrais pour la production agricole.



\$ 723 MÉNAGES

soutenus dans le cadre des Initiatives MicroEconomiques (Micro-projet).



274 MENAGES PRODUCTEURS

appuyés en multiplication de semences.

SANTÉ



31 214 PATIENTS

dont 12 397 blessés, urgences et autres cas vulnérables entièrement pris en charge dans les hôpitaux de Gao et Mopti, ainsi que les CSREF de Kidal et Ménaka que nous soutenons..



±28 CENTRE DE SANTE COMMUNAUTAIRES - CSCOM

soutenus en médicaments, consommables, équipements, évacuations sanitaires et référencement pour les populations dans les zones les plus affectées.



1 246 PATIENTS

appareillés en prothèses et orthèses dans les 5 centres orthopédiques soutenus, dont 1079 entièrement pris en charge par le CICR.



46 ASSISTANTS PSYCHO-SOCIAUX

dont 6 de la CRM, appuyés et encadrés dans 28 structures que nous soutenons pour accompagner les victimes de traumatismes psychologiques.



996 PERSONNES FORMÉES

dont 610 porteurs d'armes formées en premiers secours pour la stabilisation des blessés et malades.



1 164 PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

ont bénéficié des activités de réintégration sociale (des projets pour 7 associations, 7 enfants/Étudiants).

RÉTABLISSEMENTS DES LIENS FAMILIAUX



12 PERSONNES

réunifiées avec leurs familles.



431 MESSAGES CROIX-ROUGE

échangés entre personnes séparées dont des détenus, enfants, des personnes déplacées.



205 CAS DE RECHERCHE

résolus et 336 cas ouverts.



18 849 APPELS TÉLÉPHONIQUES

facilités entre des personnes déplacées, des réfugiés et des migrants et leurs familles.

DÉTENTION



110 VISITES DE DETENUS

effectuées dans 16 lieux de détention à travers le pays en 2024.



7 729 DÉTENUS

visités et assistés en produits d'hygiène et d'entretien.

EAU ET HABITAT



65 OUVRAGES

d'accès à l'eau réalisés en 2024 pour 225 000 personnes à travers le pays.



12 INFRASTRUCTURES PASTORALES

puits/forages & parcs de vaccination construits pour éleveurs et agriculteurs

PRÉVENTION



16 095 PERSONNES

dont environ 13 095 porteurs d'armes, ainsi que des membres du pouvoir judiciaire, leaders locaux, journalistes et blogueurs sensibilisées sur les principes humanitaires, à travers 141 séances organisées.



214 MILITAIRES

principalement des officiers, ont bénéficié de 17 formations spécialisées en DIH. 7 ont participé à des conférences et séminaires internationaux.

PARTENARIAT AVEC LA CROIX-ROUGE MALIENNE (CRM)



10 ACCORDS DE PARTENARIAT

dans les domaines de la réponse aux urgences, d'assistance, de protection et de renforcement des capacités.



746 VOLONTAIRES

impliqués au quotidien dans les activités du CICR.



2 INFRASTRUCTURES

construites au profit de la CRM de Mopti, Bandiagara et Bourem pour renforcer leurs capacités opérationnelles.